

La crise actuelle a chassé d'un dernier coup de balai les derniers résidus des illusions des utopies réformistes. La pratique opportuniste ne possède à présent aucune espèce de couverture théorique. Aux Wels, Hilferding, Grzesinsky, Noske, il est finalement égal que d'innombrables catastrophes s'effondrent sur la tête des masses populaires, si seulement leurs propres intérêts resteront épargnés. Mais la chose est telle que la crise du régime bourgeois tombe aussi sur les chefs réformistes.

« Etat, intervient ! » appelait encore récemment la social-démocratie pendant qu'elle reculait devant le fascisme. Et l'Etat intervint : Otto Braun et Severing valèrent sur le pavé. « Maintenant, écrit le Vorwaerts, tous doivent reconnaître les avantages de la démocratie sur le régime dictatorial. Oui, la démocratie eut des avantages importants, considéra Grzesinsky, après avoir fait connaissance de l'intérieur avec la prison.

De cette expérience découle la conclusion : Il est temps de marcher à la socialisation ! Tarnow, hier encore médecin du capitalisme, décide soudainement de devenir son fossoyeur. Maintenant que le capitalisme transforme les ministres, les préfets et les préfets de police en chômeurs, il s'est manifestement épuisé. Wels écrit un article programmatique : l'heure du socialisme a sonné ! Il manque encore que Schleicher fasse perdre leur traitement aux députés et leur pension aux anciens ministres, et Hilferding écrira une étude sur le rôle historique de la grève générale.

Le tournant « à gauche » des chefs social-démocrates étonne par sa grossièreté et par sa fausseté. Cependant, cela ne signifie pas du tout que la manœuvre soit par avance condamnée à l'échec. Ce parti chargé de crimes se trouve encore à la tête de millions d'ouvriers. De lui-même, il ne se perdra pas. Il faut savoir le renverser.

Le P. C. expliquera que le cours des Wels-Tarnow sur le socialisme est une nouvelle forme de duperie des masses et cela sera juste. Il rappellera l'histoire des « socialisations » social-démocrates des quatorze dernières années. Cela sera utile. Mais, c'est insuffisant : l'histoire, même la plus récente, ne peut remplacer la politique active.

Tarnow cherche à réduire la question de la voie révolutionnaire ou réformiste au socialisme à la simple question du « rythme » des transformations. On ne peut sombrer plus bas comme théoricien. Le rythme des transformations socialistes dépend en réalité de l'état des forces productives du pays, de sa culture, de la mesure des frais qui lui sont imposés pour sa défense, etc. Mais les transformations socialistes, rapides aussi bien que lentes, sont seulement possibles si, à la tête de la société, se trouve une classe intéressée au socialisme et si, à la tête de la classe, se trouve un parti incapable de duper les exploités et toujours prêt à réprimer la résistance des exploités. On doit expliquer aux ouvriers que c'est en cela

même que consiste le régime de la dictature du prolétariat.

Mais cela aussi ne suffit pas. On n'a pas le droit, dès qu'il s'agit des problèmes brûlants du prolétariat mondial d'oublier, comme le fait l'I.C., le fait de l'existence de l'Union soviétique. A l'égard de l'Allemagne, la tâche ne consiste pas aujourd'hui à commencer pour la première fois une édification socialiste, mais à nouer les forces productives de l'Allemagne, sa culture, son génie technique et organisationnel à l'édification socialiste se poursuivant déjà en Union soviétique.

Le P. C. allemand se contente de pures louanges aux succès soviétiques en tolérant dans ce domaine de grossières et dangereuses exagérations. Mais il est tout à fait incapable de lier l'édification socialiste en U.R.S.S., ses expériences formidables, ses conquêtes précieuses aux tâches de la révolution prolétarienne en Allemagne. De son côté, la bureaucratie stalinienne est la moins en état d'aider le P.C. allemand dans cette question hautement importante : ses perspectives sont limitées à un seul pays.

Aux projets fragmentaires et poltrons de capitalisme d'état de la social-démocratie on doit opposer un **plan général de l'édification socialiste commune de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne**. Personne n'exige que soit immédiatement élaboré un plan détaillé. Il suffit d'un premier avant-projet. Des jalons sont nécessaires. Ce plan doit devenir aussitôt que possible l'objet de discussions dans toutes les organisations de la classe ouvrière allemande, avant tout de ses unions syndicales.

On doit entraîner dans cette discussion les forces progressives parmi les techniciens, les statisticiens et les économistes allemands. Les conversations si largement répandues en Allemagne sur l'économie planifiée qui reflètent l'absence du capitalisme allemand restent purement académiques, bureaucratiques, inanimées, pédantes. Seule le P. C. a la possibilité de faire sortir la discussion de la question du cercle vicieux.

L'édification socialiste est déjà en cours vers ce travail, on doit jeter un pont par-dessus les limites d'état. Voici le premier plan : étudiez-le, améliorez-le, précisez-le ! Ouvriers, élisez des commissions particulières du plan, chargez-les d'entrer en liaison avec les syndicats et les organes économiques des Soviets. Créez sur la base des syndicats allemands, des conseils d'usine et des autres organisations ouvrières une commission centrale du plan qui doit entrer en liaison avec le Gosplan de l'U.R.S.S. Entraînez dans ce travail des ingénieurs, des administrateurs, des économistes allemands.

Rien n'est plus simple que de se moquer de la bureaucratie social-démocrate, en commençant par Wels qui a poussé un chant au socialisme. Cependant, on ne doit pas oublier que les ouvriers réformistes se comportent tout à fait sérieusement envers la question du socialisme. On

doit savoir se comporter sérieusement envers les ouvriers réformistes. Ici s'élève à nouveau dans toute son ampleur le problème du front unique.

Si la social-démocratie se pose pour tâche (en paroles : nous le savons bien !) non de sauver le capitalisme mais d'édifier le socialisme, elle doit chercher une entente non avec le parti du Centre, mais avec les communistes. Le P. C. repoussera-t-il une telle entente ? Nullement. Au contraire, il proposera cela lui-même, il l'exigera devant les masses comme un paiement des traités socialistes récemment émis.

L'offensive du P. C. contre la social-démocratie doit se poursuivre à présent sur trois plans. La tâche de détruire le fascisme conserve toute son acuité. Le combat décisif du prolétariat contre le fascisme signifiera en même temps le choc avec l'appareil étatique bonapartiste. Cela fait de la **grève générale** une arme indispensable. On doit la préparer. On doit élaborer son propre plan de grève générale, c'est-à-dire un plan de mobilisation des forces pour son exécution. Partant de ce plan, développer une campagne de masses. Sur la base de cette campagne, proposer à la social-démocratie un accord pour l'exécution de la grève générale dans des conditions politiques définies. Répétées et concrétisées à chaque nouvelle étape, cette proposition conduira dans son développement à la création des **Soviets comme organes suprêmes du front unique**.

Que le plan économique de Papen ayant à présent force de loi n'apporte au prolétariat allemand rien que la misère existante, les chefs de la social-démocratie et des syndicats le reconnaissent aussi en paroles. Dans la presse, ils s'expriment avec une énergie que l'on n'a pas entendue d'eux depuis longtemps. Entre leurs paroles et leurs actes, il y a un abîme, nous le savons bien, mais on doit savoir les prendre au mot. On doit élaborer un **système de me-**

sures de combat commun contre le régime des décrets-loi et du bonapartiste. Cette lutte imposée au prolétariat par toute la situation ne se laisse pas, par son essence, mener dans les cadres de la démocratie. Une situation où Hitler possède une armée de 400.000 hommes, Papen-Schleicher à côté de la Reichswehr, l'armée semi-privée du « Casque d'acier » de 200.000 hommes, la démocratie bourgeoise, l'armée semi-tolérée de la Bannière d'Empire, le P. C., l'armée interdite du Front rouge — une telle situation découvre en soi le problème du pouvoir comme problème de la force. On ne peut s'imaginer une meilleure école révolutionnaire.

Le P. C. doit dire à la classe ouvrière : par le jeu parlementaire, on ne peut renverser Schleicher. La social-démocratie veut-elle en venir à renverser le gouvernement bonapartiste par d'autres moyens, le P. C. est prêt à aider de toute sa force la social-démocratie. Les communistes s'engageraient en ceci par avance à n'employer contre la social-démocratie aucune sorte de moyens violents dans la mesure où celle-ci s'appuierait sur la majorité de la classe ouvrière et assurerait au P. C. la liberté de l'agitation et de l'organisation. Une telle façon de poser la question serait compréhensible à chaque ouvrier social-démocrate et sans-parti.

Enfin le troisième plan est la **lutte pour le socialisme**. Ici aussi on doit battre le fer tant qu'il est chaud et mettre la social-démocratie au pied du mur par un plan concret de collaboration avec l'U.R.S.S. Le nécessaire à ce sujet est déjà dit plus haut.

Il va de soi que ces sphères de la lutte qui, dans la perspective stratégique générale, sont d'importance différente, ne sont pas séparés l'une de l'autre mais au contraire, empiètent l'une sur l'autre. La crise politique de la société exige de lier les questions partielles aux questions générales : c'est précisément en cela que réside l'essence de la situation révolutionnaire.

IX.— La seule voie

Peut-on attendre que le Comité Central du P. C. exécute de lui-même un tournant sur la voie juste ? Tout son passé montre qu'il n'en est pas capable.

A peine avait-il commencé à s'amender que l'appareil se vit devant la perspective du « trotskysme ». Si Thaelmann lui-même ne l'a pas tout de suite compris, alors on lui a expliqué de Moscou qu'on doit savoir sacrifier la « partie » au « tout » c'est-à-dire les intérêts de la Révolution allemande aux intérêts de l'appareil stalinien. Les tentatives timides de réviser la politique sont retirées. A nouveau la réaction bureaucratique triomphe sur toute la ligne.

La chose ne repose naturellement pas sur Thaelmann. L'I. C. donnerait-elle à ses

sections la possibilité de vivre, de penser et de se développer, celles-ci auraient pu sélectionner depuis longtemps dans les quinze dernières années leurs propres cadres dirigeants. Mais la bureaucratie a érigé un système de nomination des chefs et de soutien de ceux-ci par une réclame artificielle. Thaelmann est un produit de ce système et en même temps sa victime.

Les cadres paralysés dans leur développement affaiblissent le Parti. Ils suppléent à leur insuffisance par des représailles. Les oscillations et l'incertitude du Parti se transmettent inévitablement à toute la classe. On ne peut appeler les masses à des actions hardies quand le Parti lui-même est dépouillé de décision révolutionnaire.